

La société ukrainienne entre ses oligarques et sa Troïka

vendredi 21 février 2014, par Catherine Samary

Les dirigeants de l'opposition « pro-européenne » de l'Ukraine, après avoir refusé fin janvier 2014 des postes gouvernementaux offerts par le Président Ianoukovic [1], sont allés chercher à Munich, dans l'ombre d'un sommet sur la sécurité, l'aide des dirigeants occidentaux. Ils ont rapporté des promesses. Mais lesquelles ? Catherine Ashton, « ministre des Affaires étrangères » de l'Union européenne, dans un entretien publié le 3 février par le Wall Street Journal, a annoncé que l'UE prépare, avec les États-Unis, « un important programme d'assistance financière pour l'Ukraine ». Mais qu'y aurait-il de nouveau dans le « plan ukrainien » occidental par rapport à ce qui était offert par l'UE à l'Ukraine lors du sommet de Vilnius en novembre 2013 ? De quelle « aide » s'agit-il ? Et serait-elle contradictoire avec celle obtenue par le président Ianoukovitch auprès de Vladimir Poutine en décembre (sans que l'Ukraine soit pour l'instant membre de l'union douanière avec la Russie) ?

Outre la baisse du prix de l'énergie, la Russie a effectué en décembre 2013 un premier versement de 3 milliards d'euros sur les 15 milliards promis. À la suite de la démission du Premier ministre ukrainien le 28 janvier, les autorités russes ont annoncé que le versement des 11 milliards suivants dépendrait du gouvernement mis en place à Kiev. En attendant, la « bataille d'Ukraine » [2] entre Russie et UE/États-Unis se poursuit, au risque de l'éclatement du pays.

Quels sont les enjeux sous-jacents d'une crise aux rebondissements largement imprévisibles ?

Le 21 novembre 2013, le président ukrainien Viktor Ianoukovitch, à la tête du Parti des régions au pouvoir depuis 2010, refusait, de façon inattendue, de signer l'Accord d'association avec l'UE. Ce camouflet infligé par un pays de plus de 40 millions d'habitants, qui joue un rôle géopolitique charnière, met en crise le projet de partenariat oriental offert par l'UE depuis 2009 à six pays frontaliers [3] et qu'elle estime contradictoire avec l'insertion de ces mêmes pays dans l'Union douanière et les projets d'Union eurasiennne dominés par la Russie. Le soutien explicite des États-Unis et des diplomates européennes aux manifestants – autant que le chantage russe sur les prix de l'énergie et les accords commerciaux – illustre l'importance d'enjeux économiques géostratégiques sous-jacents. En pleine crise politique, en décembre, l'envol du président ukrainien Ianoukovitch vers la Chine, avant qu'il ne se rende en Russie a été peu souligné : les accords croissants noués avec Pékin visent à atténuer les dépendances de l'Ukraine envers sa « troïka » – UE, FMI et Russie.

Les manifestants de « l'Euro-Maïdan », qui ont établi leurs campements depuis novembre sur la place (Maïdan) de l'Indépendance, et les centaines de milliers de ceux qui les ont rejoints à plusieurs reprises, sont-ils simplement pro-européens, comme on les décrit ? Le pouvoir en place est-il d'ailleurs pro-russe dans cette Ukraine profondément attachée à son indépendance et historiquement divisée entre ses régions orientale et occidentale ?

Le puzzle coloré de la société ukrainienne et son évolution sont-ils bien représentés dans les tribunes de Maïdan ou celles du Parlement ?

Répartition des votes lors de l'élection présidentielle de 2010



Commission électorale ukrainienne

La carte électorale de 2010 [4] ci-dessus illustre ce que fut alors l'élection de l'actuel président Viktor Ianoukovitch, à la tête du Parti des régions (allié avec le Parti communiste ukrainien), face à Ioulia Timochenko (actuellement en prison), à la tête du parti libéral Patrie – l'un des trois partis d'opposition parlementaire dits pro-occidentaux [5]. La carte montre la réalité d'un pays

politiquement, culturellement, historiquement et territorialement très divisé : ses régions de l'Est, russophones, orthodoxes, où domine la coalition au pouvoir, restent marquées par les grandes entreprises de l'ère soviétique, très dépendantes des échanges avec la Russie ; alors que l'opposition domine de façon nette à l'ouest, plus catholique et de traditions très anti-russes, où se trouvent aussi des activités économiques plus insérées vers l'Occident. Le centre du pays balance entre les deux. Dès lors, peut-on parler d'une société ukrainienne s'exprimant à Maïdan contre son gouvernement en faveur de liens privilégiés avec l'UE ? Ou faut-il au contraire évoquer cet « Euro-Maïdan contre l'Ukraine » (en soulignant les divisions d'un pays de plus de 40 millions d'habitants et l'ancrage territorial à l'ouest et au centre du pays de manifestations, dont le pic a regroupé 300 000 protestataires) ?

Il faut y regarder à la fois de plus près et en dynamique (tout en étant prudent sur ce que peut cacher l'attentisme d'une grande partie des 40 millions d'habitants qui ne s'expriment pas à Maïdan). Mais il est sûr que de l'eau a coulé sous les ponts, non seulement depuis la Révolution orange de 2004, mais aussi depuis le retour de partis dits pro-russes par les urnes en 2010.

On est loin de cette Révolution orange qui mettait fin en 2004 au long règne d'un Léonid Koutchma (au pouvoir depuis 1993) [6] même si, hier comme aujourd'hui, c'est sur Maïdan, cette même place de l'Indépendance, que s'est exprimée de façon massive, au-delà des instrumentalisation étrangères, une réelle exaspération populaire sur arrière-plan de dégradations sociales et de rejet de la corruption.

L'égérie de la Révolution orange purge aujourd'hui sept ans de prison pour abus de pouvoir [7] – une justice sans doute sélective, car aucun des clans qui se succèdent au pouvoir n'est épargné par la corruption et le clientélisme. Et si, en 2004, les protestations de masse visaient la reconnaissance d'une nouvelle majorité électorale, aujourd'hui, les partis sont largement discrédités, sauf peut-être celui de l'ancien champion de boxe Vitali Klitschko, précisément parce qu'il dénonce la corruption endémique, met l'accent sur quelques enjeux sociaux et s'oppose aux violences. Comme les Indignés de Bulgarie [8], le mouvement est à la fois critique des partis et de divers bords idéologiques, dans le contexte d'un profond brouillage des étiquettes. Dans les manifestations de l'Euro-Maïdan, le « Bleu et Jaune » a remplacé l'Orange des dirigeants libéraux de 2004. Mais bleu et jaune, ce sont tout autant les couleurs de l'Ukraine dans sa diversité, que celles du drapeau d'une UE idéalisée ou encore celles du parti Svoboda/Liberté (sur fond bleu où se dressent trois doigts jaunes), entré au Parlement avec plus de 10 % des voix, et qui commémore les bataillons SS, détruit une statue de Lénine ou demande l'interdiction du Parti communiste. La présence active des groupes néo-nazis de Svoboda et ses actions polarisent les manifestants eux-mêmes, sans qu'il soit aisé de mesurer la part de soutien et de défiance, voire de rejet et de confrontations – notamment avec les courants d'Action directe, d'inspiration anarchiste et plus largement avec le « Maïdan de gauche », qui peine à se faire entendre dans des manifestations très ancrées à droite [9].

La presse occidentale s'est évidemment majoritairement réjouie, moyennant quelques exceptions [10], des manifestations de popularité dont l'UE a bien besoin en ces temps de crise. Pourtant, c'est surtout la violence des forces spéciales – le *Berkut* – contre quelques centaines de manifestants pro-UE qui a fait descendre dans la rue des centaines de milliers de protestataires. Ce fait a d'ailleurs été pris en compte par le pouvoir, qui a très vite reconnu comme « excessive » une telle violence, et mis en place fin 2013 une commission d'enquête à ce sujet pour calmer le jeu, tout en limogeant quelques responsables et en amnistiant les manifestants emprisonnés. Les mobilisations dites pro-européennes ou hostiles à l'intégration de l'Ukraine, dans une union douanière (UD) dominée par la Russie, sont certes dominées par une population de Kiev et de l'ouest de l'Ukraine qui ne représente pas sur ces enjeux l'ensemble du pays. Mais elles comportent des aspirations et craintes qui peuvent être partagées dans toutes les régions et notamment chez les jeunes : l'aspiration à un État de droit et la peur d'une évolution du régime oligarchique ukrainien vers les violences et pratiques autoritaires de celui de Poutine.

Pourtant, les questions socio-économiques et l'attachement à l'indépendance du pays et à son unité poussent logiquement vers un ancrage diversifié des relations internationales, ce qui atténue aussi les frontières idéologiques et territoriales, tant au plan des partis politiques que des aspirations populaires. On ne peut le mesurer pleinement sans un retour sur l'état réel du pays depuis 1991.

Un pays appauvri par un double choc depuis 1989/91

Globalement, l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est (au sens large incluant l'URSS) a connu trois phases depuis la fin du règne du parti unique et l'éclatement de l'URSS accompagnant le basculement vers la restauration capitaliste de 1989/91 : une crise systémique débutant avec les années 1990, plus ou moins longue et profonde ; la reprise de la croissance, d'abord faible, puis, entre 2003 et 2008, un rattrapage au sens d'une croissance plus forte que dans la vieille Europe ; enfin, le choc de la crise venant du centre capitaliste en 2008-2009.

Mais tous ces pays ne disposaient pas des mêmes ressources et ne partaient pas du même niveau de développement ; malgré de grands points communs, les trajectoires se sont différenciées. La taille, les ressources et le rôle international de la Russie ont évidemment produit un scénario distinct que l'on ne fera qu'évoquer ici. De même, les pays qui sont le plus directement dans l'orbite de l'UE – dits les PECO, pays d'Europe centrale et orientale –, et les trois pays baltes ont été soumis à des scénarios plus directement marqués par le rôle normatif de l'UE.

L'Ukraine occupe une position charnière (qu'exprime son nom et qui l'affecte intérieurement, comme on l'a dit) entre deux mondes géopolitiques. Attachée à son indépendance –

proclamée en 1991 et que ne remet pas en cause son appartenance à une CEI [11] peu contraignante – elle a été profondément affectée sur le plan socio-économique par les deux chocs évoqués touchant l'ensemble de la région.

La « crise systémique » du début de la décennie 1990 a combiné pour elle, d'une part, les effets du démantèlement de l'ancien système planifié signifiant une transformation radicale du rôle de la monnaie, du rôle de l'État et des rapports de propriété [12], et, d'autre part, l'impact de la dissolution de l'URSS. Pour les pays comme l'Ukraine, organiquement intégrés à la planification soviétique, l'indépendance signifia que la circulation des produits entre grandes firmes et républiques, jusqu'alors largement déterminée en nature, sans véritable rôle actif de la monnaie (voire sans comptabilité marchande réelle au sein des grandes entreprises), fut remplacée par des échanges monétaires. Certes, le système de prix pour la distribution de l'énergie et des produits de base préserva plus ou moins longtemps selon les pays, après 1991, la gratuité ou quasi-gratuité antérieure pour la population afin d'éviter les explosions sociales. Mais, dans les échanges internationaux, la Russie d'Eltsine – plus précisément, l'immense Fédération de Russie – n'a pas simplement *subi* le séparatisme des anciennes républiques. Elle en a aussi souvent *profité*, en tant que pourvoyeur essentiel d'énergie : exploitant sa position économique dominante, elle pouvait faire payer désormais sa production à un prix qui allait devenir un instrument géopolitique majeur de chantage envers ses nouveaux voisins plus ou moins proches, ainsi qu'un outil de corruption des élites et oligarques au pouvoir en Ukraine qui a touché tous les partis.

La croissance de l'Ukraine fut négative tout au long des années 1990, sans discontinuer, selon le rapport de 1999 de la BERD (Banque européenne de reconstruction et développement), avec un PIB de 1998 qui était à 37 % du niveau de 1990 en termes réels. La Banque mondiale (BM) a souligné que l'ampleur et la durée de la « crise de système », commençant au début de la décennie 1990 et subies par l'ensemble des pays de l'ex-URSS et d'Europe de l'Est, « furent, pour tous les pays, comparables à celles des pays développés durant la Grande dépression, et, pour beaucoup d'entre eux, elles furent bien pires » [13]. La BM précise dans ce même rapport que les pays concernés « ont commencé la Transition avec un des plus bas niveaux d'inégalités du monde entier ». Or, elle précise sur ce plan (p. 30 de ce rapport) que le coefficient de Gini, qui est une des mesures des inégalités, est passé de 0,23 à 0,33 pour les PECO entre 1987/90 et 1996/98, mais a fait un bond de 0,24 à 0,47 pour l'Ukraine – proche de la moyenne affectant toute la CEI (le plus faible écart de ce coefficient entre ces deux dates concernant la Biélorussie, où il passe de 0,23 à 0,26 ; et le plus grand affecte l'Arménie, de 0,27 à 0,61).

La redéfinition des rapports avec la Russie comme partenaire énergétique stratégique, voie de passage majeure des oléoducs vers l'UE et principal débouché commercial de l'Ukraine, était et reste essentielle pour le pays tout entier. Elle s'est négociée dans le cadre de privatisations oligarchiques et montages financiers opaques, de part et d'autre, sous Eltsine dans les

années 1990, puis Poutine depuis le début de la décennie 2000. Mais cette dernière phase a été associée au rétablissement d'un État russe fort après la crise des paiements de 1998 [14]. La consolidation de la croissance et de l'État russe s'accompagna de rivalités plus ouvertes et de rapports conflictuels sur le plan international. L'Ukraine allait devenir un enjeu géostratégique (militaire, socio-économique et politique) entre les États-Unis, l'UE et la Russie. Les conflits intérieurs au pays – gangrené par la corruption et l'autoritarisme de l'ère Koutchma – furent alors articulés (sinon instrumentalisés) dans le cadre de ce qui fut appelé la Révolution orange de 2004.

Mais, très rapidement, la population fut déçue par ce qui n'aura été ni une révolution sociale ni même une réelle rupture des institutions politiques du régime, mais seulement un infléchissement politique interne/externe : ce fut une première phase de rapprochement avec l'OTAN se heurtant à un veto russe, et d'affirmation de « l'avenir européen de l'Ukraine ». L'arrivée au pouvoir des nouveaux dirigeants libéraux leaders de la « Révolution orange » ne fut pas une révolution : parce que partout, et sous toutes les étiquettes, les partis qui se relayaient au pouvoir, en Ukraine comme ailleurs en Europe de l'Est, mettaient en œuvre des privatisations clientélistes et souvent opaques. L'ouverture, ou au contraire une certaine fermeture au capital étranger dépendaient de stratégies géopolitiques et nationales différenciées et évolutives, dans le cadre d'un même basculement capitaliste [15]. De plus, la corruption des nouveaux élus et leurs pratiques deviendront rapidement impopulaires à leur tour. Mais les ouvertures vers l'Occident se firent plus radicales sur les plans politique et financier – avec une part des actifs étrangers dans les banques étrangères passant à plus de 50 % en 2008 : l'Ukraine s'efforça alors de rejoindre la trajectoire des PECO d'intégration financière et commerciale avec une UE pourtant fort réticente envers de nouveaux élargissements. La volonté d'ancrage vers l'Occident se reflète bien dans la stratégie d'ouverture bancaire, atténuée par les sentiments nationalistes et les crises.

Part des actifs financiers étrangers dans les banques et année où ils deviennent (éventuellement) majoritaires

Pays	1 ^{re} année avec au moins 50% d'actifs bancaires étrangers	Actifs financiers étrangers (%) en 2007	Actifs financiers étrangers (%) en 2008	Actifs financiers étrangers (%) en 2011
Quelques pays de l'ex-URSS, membres de la CEI (sauf la Géorgie depuis 2008)				
Russie	-	17,2	18,7	16,92
Ukraine	2008	39,4	51,1	38
Géorgie	2004	90,6	90,8	87,2
Kazakhstan	2003	38,5	12,9	19,2
Azerbaïdjan	-	7,5	9,1	9,5

Pays	1 ^{re} année avec au moins 50% d'actifs bancaires étrangers	Actifs financiers étranger (%) en 2007	Actifs financiers étrangers (%) en 2008	Actifs financiers étrangers (%) en 2011
Quelques pays de l'ex-URSS, membres de la CEI (sauf la Géorgie depuis 2008)				
Biélorussie	-	19,7	20,6	n.a.
Arménie	2001	49	50,5	67,5 (2010)
Moldavie	-	24,8	31,6	40,9
Nouveaux États membres (NEM) de l'UE (date d'entrée)				
Pays	1 ^{re} année avec au moins 50% d'actifs bancaires étrangers	Actifs financiers étranger (%) en 2007	Actifs financiers étrangers (%) en 2008	Actifs financiers étrangers (%) en 2011
Bulgarie (2007)	2000	82,3	83,9	76,5
Croatie (2014)	2000	90,4	90,8	90,6
Estonie (2004)	1998	98,8	98,2	94
Hongrie (2004)	1997	64,2	84	85,8
Lettonie (2004)	1996	63,8	65,7	65
Lituanie (2004)	1998	91,7	92,1	90,8 (2010)
Pologne (2004)	2000	75,5	76,5	69,2
Rép. tchèque (2004)	2000	84,8	84,7	n.a.
Roumanie (2007)	2001	87,3	87,7	81,8
Slovaquie (2004)	2001	99	99,2	91,5
Slovénie (2004)	-	28,8	31,1	29,3
Balkans de l'Ouest				
Albanie	2004	94,2	93,6	90,3
Bosnie-Herzégovine	2001	93,8	95	94,5 (2009)
Macédoine (FYROM)	2000	85,9	93,1	92,4
Monténégro	2005	78,7	84,6	89,7
Serbie	2005	75,5	75,3	74,5

Source : macro-indicateurs de la BERD

L'Ukraine subit durement, comme bien d'autres pays de la région, un deuxième grand choc récessif en 2009. Il fut assorti de son lot de scandales financiers et d'une crise bancaire – avec retrait massif de capitaux étrangers –, alors que l'ébauche de retraits similaires au sein des nouveaux États membres de l'UE (NEM) [16] provoqua à deux reprises une riposte concertée de toutes les grandes banques et institutions financières mondiales et européennes, dite « Initiative de Vienne » 1 et 2 [17].

Mais 2009 fut également une année de scandales financiers en Ukraine, et aussi une nouvelle phase de « guerre du gaz », avec pour arrière-plan les tensions sur l'OTAN. L'interruption par la Russie des livraisons de gaz affecta durement le pays et sa population – ainsi que plusieurs pays européens. La question de la stabilisation des relations avec la Russie et de la réduction des dépendances à son égard se posait, tant dans l'UE qu'en Ukraine.

C'est dans ce contexte de grande fragilité, et après cinq ans de tensions avec la Russie bloquant notamment le projet d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, que se déploya la campagne électorale, où le candidat Ianoukovitch afficha un programme de neutralité militaire et d'équilibrage des relations internationales. C'est sur cette base qu'il fut élu en 2010 – dans des élections reconnues internationalement comme correctes. Et c'est dire que les couleurs de la carte de cette élection ne reflètent pas clairement un certain brouillage des notions et étiquettes de pro-russe et pro-occidental. D'autant que le brouillage est le même quant au poids des pratiques et pouvoirs oligarchiques : le président Ianoukovitch partage avec son adversaire, qu'il a battue de peu, d'être à la tête d'une des plus grosses fortunes du pays – avec des dimensions familiales extensives.

Aussi, les négociations en direction de l'UE ont-elles été menées par la coalition au pouvoir – dite pro-russe... Et c'est elle qui a largement fait progresser cette cause dans les régions de l'Est (proches de la Russie), jusqu'à la rupture récente, à Vilnius. Il est à cet égard également frappant qu'après les violences policières contre les manifestants, fin novembre, l'espoir des partis d'opposition d'emporter le vote de défiance du Parlement n'était pas irréaliste. De ce brouillage des frontières politiques témoigne le fait que que trois anciens présidents ukrainiens – Leonid Kravtchouk, Viktor Iouchtchenko, mais aussi Léonid Koutchma, le parrain politique de l'actuel président Ianoukovitch, ont dans une lettre ouverte exprimé leur « *solidarité avec les actions pacifiques de centaines de milliers de jeunes Ukrainiens* ». Ou encore les démissions du chef de l'administration présidentielle (n° 2 du pouvoir) et du chef de la police de Kiev, début décembre ; enfin, le fait que plusieurs députés ont dans cette crise quitté le parti des Régions (celui du président).

Mais le pays – comme d'ailleurs la plupart de ceux de l'Europe de l'Est et des Balkans – ne s'est pas réellement relevé de la crise de 2009. Et il ne s'agit pas seulement de l'impact d'une crise « venue d'ailleurs » (la vieille Europe et les États-Unis), même si, bien évidemment, plus les pays sont devenus dépendants sur le plan financier, productif et commercial à l'égard de l'UE et surtout de ses grandes firmes multinationales, plus ils subissent de plein fouet l'impact récessif des politiques d'austérité menées dans l'UE et sa fragilité bancaire persistante.

Si les scénarios et situations ne sont pas identiques, en gros, la périphérie de l'Est de l'UE (contrairement à celle du Sud) a joué le rôle d'accélérateur du dumping social (avec des salaires qui rivalisent avec ceux de la Chine) et fiscal (avec l'introduction et l'extension de la *flat tax*, impôt unifié sur le revenu et le capital, abaissé pour attirer les investissements directs étrangers (IDE). La pénétration massive de ces derniers dans la sphère financière a favorisé une croissance avant 2008, basée sur un fort endettement privé, dans un contexte d'appauvrissement massif pendant deux décennies. Ce qui fut présenté comme une garantie de succès – la dépendance envers l'UE – est devenu une source majeure d'instabilité.

Taux de croissance du PIB

Croissance du PIB%	2008	2009	2012
Nouveaux États membres (NEM)			
Bulgarie	6,2	-4,9	0,8
Croatie	5,1	6,2	-2
Hongrie	0,8	-6,7	-1,7
Pologne	5	1,7	1,9
Rép. tchèque	2,5	-4,1	-1,3
Roumanie	7,3	-7,1	0,7
Slovaquie	5,8	-4,8	2
Slovénie	3,7	-8,1	-2,3
Estonie	-5,1	-13,9	3,2
Lettonie	-4,2	-18	5,6
Lituanie	2,9	-14,7	3,7
Balkans de l'ouest			
Albanie	5,9	7,7	1,5
Bosnie-Herzégovine	6,2	5,7	-0,7
Macédoine (FYROM)	6,1	5	-0,2
Monténégro	10,7	6,9	-0,5
Serbie	6,9	5,5	-1,7
États de la CEI			
Russie	5,2	-7,8	3,4
Ukraine	2,3	-14,8	0,2

Sources : FMI, Études du CERI 2011 & 2012.

L'Ukraine aux prises avec sa Troïka – FMI, UE et Russie

Du côté du FMI

Après le choc brutal de 2009 (près de 15 % de récession), la reprise a été fragile en 2010 et 2011, accompagnée d'une flambée du déficit public (passant de -1,5 % en 2008 à -4 % en 2009 et à -6 % du PIB en 2010) et d'un retrait massif des banques occidentales comprimant les crédits. Le gouvernement a préféré soutenir la consommation par une politique de dépense publique expansionniste, se heurtant de plein fouet au FMI : celui-ci, en dépit d'une dette publique globale relativement modérée (inférieure à 40 % du PIB, comme c'est souvent le cas en Europe de l'Est), prônait, comme ailleurs, la contraction des dépenses publiques – notamment les salaires des fonctionnaires – et le

relèvement des tarifs d'énergie payés par les entreprises à l'État [18]. Le refus du gouvernement d'obtempérer, par crainte d'une explosion sociale, laissait en même temps le pays confronté à une dette à court terme, dont le montant excède les réserves du pays (158 % de celles-ci [19] selon les Études du CERI de décembre 2013). Après une croissance quasi nulle en 2012, l'Ukraine était à nouveau en récession (-0,5 %) en 2013 et confrontée à une dégradation de ses comptes extérieurs et au risque de se trouver en cessation de paiement.

C'est dans le contexte de menaces russes (de blocage des importations ukrainiennes de chocolats et de céréales et de hausse des tarifs du gaz) aggravant cette situation d'ensemble que se déroulaient les négociations avec le FMI et l'UE, pour un pays dont plus du quart des échanges se font avec la Russie – et 40 % avec les pays de la CEI – Communauté des États indépendants associés à elle (contre 20 % avec l'UE). Les industriels ukrainiens sont évidemment divisés, tout comme la population et une bonne partie de la classe politique, au-delà des étiquettes journalistiques où l'on doit être pro-russe ou pro-occidental (entendez barbare ou démocrate).

Du côté de l'UE

À la veille de la rupture, le président Ianoukovitch demandait à l'UE (et aux États-Unis) une aide, face aux pressions du FMI pour honorer ses échéances de court terme, et une compensation de 20 milliards d'euros pour le coût que la Russie infligerait au pays en cas de signature de l'accord d'association. Il demandait en outre une réunion et une concertation avec la Russie, l'UE et l'Ukraine simultanément.

La réponse de l'UE fut claire : elle était prête à se substituer au FMI pour un coup de main, mais... à la condition que soient appliquées les réformes demandées par le FMI. Quant aux compensations, il n'en était pas question. Enfin, les accords d'association étaient contradictoires avec toute participation à l'Union douanière avec la Russie. Presque certains d'une impossible entente de Kiev avec Moscou, les négociateurs de l'UE ajoutèrent une condition politique à toute avancée avec Kiev : la libération ou au moins le transfert en Allemagne de Ioulia Timochenko pour se faire soigner. Ce que le parlement ukrainien refusa, au nom du droit souverain du pays de gérer un conflit juridique en cours.

Mais l'essentiel était ailleurs : quelles sont en réalité les offres de l'UE ? Il n'y a actuellement aucun accord au sein des États membres, notamment de son centre, pour offrir à l'Ukraine l'adhésion à l'Union. Celle-ci distingue les *États possibles candidats*, et les pays européens voisins. Au-delà des Balkans de l'Ouest [20], dont l'adhésion est officiellement possible, aucune autre adhésion n'est négociée en Europe de l'Est. Les accords d'association sont donc prônés par l'UE dans le cadre de sa Politique de voisinage (PEV). En symétrie des accords proposés par Nicolas Sarkozy du côté méditerranéen, la Pologne, soutenue par la Suède, a proposé et fait adopter en 2009 un partenariat oriental tourné vers six pays frontaliers de l'UE – Ukraine, Moldavie, Biélorussie et les trois États du Caucase du Sud :

Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan – toutes anciennes républiques de l'URSS. Il cherche à établir des relations « politiques » – sans intégration comme membre de l'UE – se traduisant en pratique pour l'essentiel par des accords d'association [21], visant à l'établissement d'une « zone de libre-échange approfondi et complet » (ZLEAC – ou, selon les initiales anglaise de ce nouveau barbarisme : *Deep and Comprehensive Free Trade Area* (DCFTA).

En pratique, ils visent, comme leur nom l'indique, une libéralisation radicale du marché du travail (suppression des ultimes protections – entendez « rigidités »), du marché du capital (libre circulation – entendez « suppression des contrôles » politico-économiques) et des biens et services (entendez « privatisations »). Le tout est, jusqu'à la caricature, un libre-échange entre inégaux, qui évoque irrésistiblement la comparaison connue entre le renard et les poules « libres dans le poulailler libre ». Les dissymétries au sein de l'UE telle qu'elle est et leurs effets seraient encore aggravés sur deux plans : les écarts de développement (étant donné l'impact des crises successives en Ukraine) sont considérables – en termes de PIB comme en termes de salaires encore inférieurs à ceux de la Roumanie ou de la Bulgarie. Et les « pays voisins » ne bénéficieraient pas des mêmes transferts budgétaires – pourtant déjà insuffisants et aux critères discutables – que les États membres, comme la Pologne par exemple, au titre de la PAC ou des fonds structurels de l'UE. La compétitivité est le maître-mot d'un système normatif où l'UE vise l'intérêt de ses firmes multinationales exportatrices et non pas le bien-être et les droits sociaux.

Quant à la libre circulation des personnes, il s'agit sans aucun doute d'un des aspects les plus importants des rêves, notamment dans la jeunesse, et après la chute du Mur, à l'Est, d'une Europe sans frontière et sans murs pour tous ses habitants (que nous pouvons aussi soutenir). Mais que sera-t-elle en pratique pour les « partenaires » de l'UE telle qu'elle est ? On peut avoir des doutes, quand on voit ce que représente au sein de l'UE elle-même, la montée de la xénophobie et un droit à géométrie variable : les interdits de travail viennent seulement d'être levés en janvier 2014 pour les Bulgares et les Roumains, pourtant citoyens européens depuis 2007 – non sans fantasmes délirants sur la « déferlante » qui allait advenir début 2014 en Angleterre ; sans parler du racisme d'État anti-Roms en France. Les réseaux de prostitution massive de femmes d'Europe de l'Est, et en particulier d'Ukraine, sont un autre éclairage d'une « libre circulation » dans un contexte de dégradation sociale désastreuse. Et « l'élargissement de Schengen », qui est probablement ce qui se substituera aux futurs élargissements de l'UE, n'est pas non plus sans épines et incertitudes. Tout cela demande à être en outre spécifié selon les milieux socio-professionnels, les langues parlées et les qualifications.

Mais, globalement, la réalité est que l'UE avait bien davantage intérêt à la signature de l'Ukraine à Vilnius que l'inverse – pour des raisons symboliques et géopolitiques qui font partie des rapports de force. Mais le repoussoir des régimes politiques actuels en Russie et de son capitalisme oligarchique et violent sert de miroir à l'UE pour se montrer « la plus belle ». Et dans

l'argumentaire néolibéral qui se présente comme scientifique contre l'arbitraire des partis aux pratiques dirigistes, la « concurrence libre et non faussée » apportera les moindres coûts et la satisfaction des besoins, forcera à la transparence contre la corruption, protégera les libertés – avec une part de vérité dans ces mensonges d'autant plus acceptés que l'expérience n'en a pas été faite : en Europe de l'Est, ce sont éternellement les « entraves » à la libre entreprise et à la compétitivité (des salaires) ou « l'incomplétude » de la transition vers le capitalisme [22] qui sont présentées comme la cause du chômage et de la dégradation sociale. Le « mauvais capitalisme » – de l'Est – essentiellement marqué par la corruption, doit être chassé par « le bon ».

Les accords d'association offraient donc des lendemains qui chantent à ceux qui accepteraient la « bonne gouvernance » et les réformes structurelles adéquates. Mais la crise de l'UE a rendu encore plus flou le pouvoir d'attraction des accords d'association avec elle. Outre l'adhésion pleine de la Biélorussie à l'union douanière (UD) proposée par Moscou, dès 2010, l'année 2013 a été marquée par l'annonce plus inattendue, le 3 septembre, du ralliement de l'Arménie au projet de Vladimir Poutine. Si l'UE se retient de critiquer le régime politique d'Azerbaïdjan (pourtant peu différent de celui de la Biélorussie), tant qu'il reste « observateur » entre les différents projets, elle a dû constater à Vilnius que seules la Géorgie et la Moldavie ont paraphé les accords proposés – qui demanderont encore confirmation. Si bien que des commentateurs estiment que les 3,5 millions d'habitants de la Moldavie pourraient de fait « rejoindre » la Roumanie, et devenir ainsi membres de l'UE – moyennant des enjeux identitaires et de souveraineté complexes. La Géorgie se trouve elle-même sous pression des choix arméniens et avec 20 % de son territoire sous contrôle russe direct. La défection de l'Ukraine – corridor stratégique et géopolitique majeur et dont le nombre d'habitants est supérieur à l'ensemble des cinq autres pays – est, en tout état de cause, un cinglant échec.

Du côté de la Russie

La demande ukrainienne de négociations tripartites (UE, Russie et Ukraine) a été soutenue : en dépit des rivalités évidentes, la Russie de Poutine a une ambition européenne majeure. Il s'agirait de remplacer la logique de concurrence par celle d'une « Grande Europe » dotée de deux pôles de puissance – à Moscou et Bruxelles – en coopération sur des intérêts communs [23]. La Russie est elle-même affectée par la crise de l'UE et la baisse du cours des matières premières, et aussi en rivalité avec la Chine en Eurasie.

Mais elle garde une position dominante d'approvisionnement en énergie pour un grand nombre de pays (en particulier de l'Est de l'Europe), que le projet de gazoduc *Nabucco* visait à briser. Or, en juin 2013, fut annoncé l'abandon de ce projet après quinze ans de pourparlers et de négociations [24] au profit d'un projet assurant à l'Azerbaïdjan, en alliance avec la Russie, un rôle clé. Le ralliement de l'Arménie à l'union douanière confortait encore

les succès diplomatiques de Moscou en 2013. La crise de l'UE a renforcé ses moyens de pression tant sur l'Arménie que sur l'Ukraine, et au-delà. La politique de Partenariat oriental proposée depuis 2009 par l'UE a été perçue à Moscou comme relevant d'une logique menaçante pour ses propres intérêts. Le projet d'Union eurasiennne a été annoncé en octobre 2011, comme le cœur du grand projet alternatif – la « Grande Europe » à deux pôles – dans lequel s'intégreraient les divers États qui le souhaitent. Depuis lors, elle essaie de convaincre tous les pays de la CEI concernés par le Partenariat, et la Géorgie (qui a quitté la CEI en 2008), d'adhérer à l'Union douanière comme première étape de ce vaste projet d'Union eurasiennne qui devrait voir le jour en 2015. Sont actuellement membres de l'Union douanière la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, rejoints par l'Arménie. L'Ukraine y a un statut d'observateur pour l'instant – ce que n'a pas modifié le récent voyage du président ukrainien. Elle y est – comme dans le Partenariat avec l'UE – un enjeu géostratégique majeur.

Après avoir joué des menaces – à la veille des négociations de Vilnius – les accords concrets ont été signés le 17 décembre : 15 milliards de dollars ont été investis en titres de l'État ukrainien, en même temps qu'une réduction d'un tiers des tarifs de gaz. « Ce n'est lié à aucune condition, ni à une hausse, ni à une baisse, ni au gel des avantages sociaux, des retraites, des bourses ou des dépenses », a précisé Vladimir Poutine, en clin d'œil au FMI. Mais aucun accord n'a été conclu, a-t-il précisé, sur l'union douanière.

La dissymétrie des relations au sein d'une telle union ne fait pas de doute – et donc, le pouvoir réel de décision de la Russie sur bien des enjeux. Il n'en demeure pas moins, pour l'Ukraine, comme pour l'Arménie – toutes deux attachées à leur indépendance et où s'est exprimé depuis longtemps un espoir d'arrimage à l'UE – un intérêt immédiat, tant au plan commercial que productif, dans l'accord avec Moscou.

Les B(R)ICS, une troisième voie ?

Mais les pratiques de grande puissance de la Russie étant réelles, pragmatiquement, c'est vers les "pays émergents", et notamment les BRICS [25] sans R, que s'est tournée l'Ukraine pour tenter d'atténuer les pressions Russie/UE et FMI. La Chine est devenue son troisième partenaire commercial en 2009. Elle lorgne vers les terres ukrainiennes, et, déjà, treize accords de coopération ont été signés en septembre 2010. Lors de son voyage début décembre, le président ukrainien aurait obtenu d'autres promesses de prêts et d'investissements. Il s'y ajoute un projet d'aider l'Ukraine à produire du gaz de synthèse à partir du charbon – ce qui pourrait aussi réduire la dépendance envers la Russie des approvisionnements gaziers de l'Europe, qui transitent en majorité par l'Ukraine.

En vertu d'un accord signé en décembre 2012 la Banque chinoise du développement aurait déjà accordé un crédit de 3,656 milliards de dollars au groupe gazier public ukrainien Naftogaz

pour la réalisation du programme. Pékin s'engageant parallèlement à mettre ses technologies à la disposition de Kiev.

Le commerce bilatéral avec l'Inde a également doublé entre 2010 et 2012, avec des accords dans les secteurs du nucléaire civil, des sciences et des technologies, de la défense et de l'industrie d'armement. La même tendance est notable avec le Brésil (coopération pour le lanceur « Cyclone IV », circulation sans visas) et la Turquie, devenue second client de l'Ukraine après un doublement des échanges commerciaux en quatre ans.

Quel avenir ?

L'incertitude la plus grande règne sur l'évolution de la crise ouverte en Ukraine. Mais la mobilisation concernant les enjeux internationaux était bel et bien retombée début 2014 – en l'absence d'offres européennes concrètes à mettre en balance avec la besace du président ukrainien remplie de cadeaux russes : finalement, tout restait ouvert à plus long terme, puisqu'il n'y avait aucun accord conclu. Mais de part et d'autre, les accords sont empoisonnés s'ils ne sont pas soumis à un radical contrôle social et subordonné à des buts explicitement formulés par les populations concernées.

Les ministres des Affaires étrangères de Pologne et de Suède – les deux pays qui sont à l'initiative du Partenariat oriental de l'UE que l'Ukraine vient de mettre à mal – ont exprimé ensemble leur solidarité aux manifestants de Maidan ; Alexandre Kwasniewski, membre de la mission de surveillance du Parlement européen leur a ouvertement conseillé d'accentuer la pression sur le pouvoir ukrainien ; le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, est allé à Kiev rencontrer deux chefs de l'opposition ukrainienne avant de se mêler aux manifestants ; des députés de l'opposition ont été reçus le 11 décembre à Strasbourg. De son côté, la secrétaire d'État américaine aux Affaires européennes et asiatiques, Victoria Nuland, a affirmé que les États-Unis étaient « avec le peuple ukrainien, qui voit son avenir dans l'Europe [26] – et le 15 décembre (selon *Libération*) le sénateur républicain John McCain et le sénateur démocrate Christopher Murphy ont lancé aux 200 000 manifestants de la place de l'Indépendance : « L'Amérique est avec vous ! »

Quelle Amérique ? Quelle Europe ? Avec qui ?

Les enjeux sous-jacents sont en effet importants – mais lesquels et pour qui ?

Il semble qu'à Lviv, capitale de la région de l'Ouest (Galicie), des milliers de manifestants ont investi (le 23 janvier 2014) l'administration régionale et déclaré « prendre le pouvoir » avec le concours des députés d'extrême droite qui disposent d'une majorité dans la région. Des « prises de pouvoir » analogues auraient eu lieu à Rivne et Jitomir. L'absence de critique de ce courant – tant des autres partis d'opposition que des diplomates étrangères – est un jeu d'apprenti sorcier. La solidarité va-t-elle à ces courants – qui agressent aussi d'autres manifestants parce que juifs, communistes, homosexuels – pas

assez « ukrainiens » ?

La nôtre va sans réserve à tous les manifestants pour les libertés individuelles et collectives, quelles que soient leurs illusions sur l'UE ou tout autre choix ; c'est un soutien à des rapports d'égalité sociale et nationale qui ne souffrent aucune discrimination.

C'est le vote à l'arraché d'un arsenal de lois répressives [27] le 16 janvier qui a produit un regain de mobilisations, avec, pour la première, fois plusieurs morts et des violences extrêmes ouvrant une phase explosive dans la crise. Après la démission du Premier ministre ukrainien, mardi 28 janvier, le président Ianoukovitch, sous pression d'une partie des oligarques dont les affaires sont peu compatibles avec l'état d'urgence prôné par l'armée, a recherché le compromis avec son opposition : annulation des lois répressives, proposition de l'amnistie des manifestants emprisonnés – sous condition d'évacuation, dans les quinze jours, des bâtiments publics de Kiev et des régions ; responsabilités gouvernementales offertes à deux dirigeants de l'opposition, Arseni Iatseniouk et le boxeur Vitali Klitschko. Ils ont refusé, non sans hésitations, par crainte du discrédit. Mais les mobilisations marquent le pas. À Kiev, comme dans les régions de l'Ouest et du Centre, l'occupation des bâtiments est principalement organisée par le troisième parti d'opposition parlementaire, Svoboda/Liberté, et divers autres groupes d'extrême droite, avec un soutien populaire difficile à évaluer dans le contexte de rejet massif des violences policières et d'un président discrédité. Mais il n'y a ni processus d'auto-

organisation de la population ni même montée en masse des manifestations, en dépit d'une certaine extension territoriale. Svoboda et les groupes liés ou rivaux obéissent à une logique de prise de pouvoir larvée directe : là où ils dominent (Galicie notamment) ils ont décrété l'interdiction du Parti communiste ukrainien – qui a lancé un appel à référendum et changements constitutionnels. Ils propagent slogans et idéologie néo-nazis, antisémites et homophobes – mais ceux-ci pénètrent aussi en partie les forces de sécurité et forces spéciales du régime, les *Berkut*.

Les menaces d'éclatement du pays traversent aussi les institutions du pouvoir. Mais l'hypothèse d'obtenir par la rue des élections anticipées est loin d'être assurée. Et le caractère minoritaire des actions directes menées contre les institutions de pouvoir rend difficile leur soutien par les protagonistes internationaux – Russie autant qu'UE ou États-Unis. On s'orienterait donc plutôt vers une transition au cours de laquelle un gouvernement intérimaire élargi devrait préparer une élection présidentielle, actuellement prévue pour 2015.

Le choix n'est pas entre régime oligarchique et Svoboda. Ni entre « l'Europe » et la Russie. La souveraineté populaire ukrainienne ne sera réelle qu'avec une profonde démocratie sociale et politique, au cœur d'une « grande Europe » à construire, qui reconnaîtrait pleinement le droit d'autodétermination de toutes ses composantes, tout en rejetant la domination des oligarques autant que des marchés financiers.

Notes

[1] Lire [la série d'articles récents sur l'Ukraine](#).

[2] Lire [Euromaïdan, ou la "bataille d'Ukraine" et ses enjeux](#).

[3] Ukraine, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie.

[4] Empruntée à un texte de Jacques Sapir, "[Maïdan contre Ukraine](#)"

[5] L'ancienne première ministre libérale de la Révolution orange (2004), Ioulia Timochenko, actuellement en prison, et son regroupement, "Patrie" (23 % des sièges au parlement), voient d'un mauvais œil la montée en popularité de l'ancien champion du monde de boxe, Vitali Klitschko et son parti Oudar ou "le coup", acronyme de Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme", de centre droit (13 % des sièges). Le parti Svoboda (Liberté) (9 % de sièges), membre du Front national européen, et dirigé par Oleg Tyahnibokh, se réclame des bataillons SS ukrainiens de Galicie, dont il reprend l'idéologie raciste et anticommuniste. Les diplomaties occidentales ne se dissocient pas de Svoboda, avec qui elles partagent l'objectif d'une défaite de la coalition au pouvoir. Svoboda est entré au parlement pour la première fois en 2012 (Lire le 13/12/2012 Le Figaro "[L'extrême droite ukrainienne entre au Parlement](#)" et aussi [l'article de Louis Monnier](#)).

[6] Lire J.-M. Chauvier "[Les multiples pièces de l'échiquier ukrainien](#)"; V. Cheterian sur "[les révolutions colorées](#)"; et R. Genté et L. Rouy "[Dans l'ombre des révolutions spontanées](#)".

[7] Elle a été incarcérée pour des malversations financières liées au contrat gazier avec la Russie de 2009 et se trouve soumise à d'autres chefs d'inculpation en cours de traitement. Son complice et ancien premier ministre Pavel Lazarenko a été condamné en Suisse en 2000 et aux États-Unis en 2004 pour blanchiment d'argent, fraude et extorsion.

[8] Lire "[Une vague de mouvements de protestation \(2012-2013\)](#)".

[9] Si une partie de la gauche ukrainienne préfère se situer à l'extérieur d'un mouvement globalement caractérisé comme à droite, voire à l'extrême droite, une autre partie, se présentant comme opposition de gauche dans le cadre du mouvement, cherche à y porter le débat avec un [Manifeste en dix points](#)

[10] À noter, à contre-courant de cette présentation fort hypocrite, cet article du 03/12 de [La Tribune](#).

[11] Communauté des États indépendants, issus de l'ex-URSS, formée de 12 des 15 anciennes républiques, sans les trois républiques baltes et, depuis 2008, sans la Géorgie.

[12] Sur l'analyse de la "grande transformation capitaliste" [voir sur mon site](#) et lire Mayant, Martin & Jan Drahoš. *Transition Economies : political Economy in Russia, Eastern Europe and Central Asia*, Hoboken: John Wiley & Sons, Library of Congress Cataloging-in-publication Data, 2011.

[13] World Bank, *Transition : the First Ten Years. 2002 et Annual World Development Reports (WDP)* Baltimore : John Hopkins.

[14] Lire Jacques Sapir. *Le Krach russe*, Paris, La Découverte, 1998.

[15] Il est intéressant de comparer à ce sujet les choix radicalement opposés des républiques baltes (s'ouvrant les premières au capital étranger pour affirmer leur rupture avec l'URSS, et de la Slovaquie cherchant à protéger une identité nationale indépendante du capital étranger dans son insertion dans l'UE. Lire à ce sujet Nicole Renée Lindstrom, "Economic nationalism in the New Europe", Conférence "European Identities ?", London, Nanovic Institute for European Studies. October 17-18 2008 : "[european identities](#)" ; sur le cas slovaque, lire également [Quelle réelle crise en Slovaquie](#).

[16] Lire "[vers un tsunami bancaire et social Est/Ouest européen](#)".

[17] Lire "[Vienna Initiative](#)".

[18] Lire [l'excellent article de József Böröcz reproduit par LeftEast](#) qui met le lien sur les documents européens relatifs aux Accords d'association et analyse le dernier rapport du FMI :

[19] Cf. Etudes du CERI n°202, décembre 2013, Tableau de bord d'Eurasie, p.68.

[20] Cette "catégorie" géopolitique est utilisée par l'UE pour désigner les pays des Balkans non encore membres, mais en négociations d'adhésion : y restent donc, après l'adhésion de la Croatie en juillet 2013, Serbie et Kosovo, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Macédoine et Albanie. Cf. [Europe Solidaire Sans Frontières](#).

[21] Lire "[accords d'association](#)".

[22] Voir dans ce numéro de la revue *Les Possibles* l'article d'Igor Štiks et Srećko Horvat.

[23] Voir Études du CERI n° 201 et 202, Tableau de bord de l'Eurasie, décembre 2012 et 2013.

[24] Soutenu pendant dix ans par la Commission européenne et les États-Unis, ce projet a été écarté au profit du TAP (Trans-Adriatic Pipeline), moins onéreux (investissement de 1,5 M^d\$ contre 10 M^d\$) dans un contexte d'incertitudes croissantes sur les marchés du

gaz. Voir références note 22.

[25] BRICS : acronyme désignant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

[26] Cf. *l'Echo républicain* du 4 décembre 2013.

[27] Voir [l'affiche illustrative](#) et note 1, article du 21 janvier.